

ce n'est pas à dire que nous en acceptons tous les termes. Nous entendons, au contraire, laisser à l'auteur la responsabilité de ses opinions sociales et politiques.

Monsieur,

Washington, 19 janvier 1843.

Les étrangers peuvent à peine connaître ce pays-ci ; et ceux qui y sont nés n'osent pas en parler comme ils pensent, si, par hasard, ils ont les lumières ou la hardiesse d'esprit qui mettent les hommes à même de juger leurs compatriotes. Enfin, M. le rédacteur, c'est un peu, dans tous les pays, comme dans l'ancienne Rome, qui avait un nom mystérieux, qu'on a caché toujours aux étrangers, bien persuadés que si ceux-ci en avaient la connaissance, ils sauraient séduire et enlever aux Romains le dieu dont la présence les protégeait. Chaque peuple a, de même, son énigme nationale, que les étrangers ne peuvent pas deviner, et qu'il n'est pas permis aux indigènes de divulguer.

Nous avons, il est vrai, ce qui s'appelle liberté de la pensée et de la presse : mais vous, monsieur, qui connaissez un peu ce pays, vous avez du sentir jusqu'où cela va. Dans quelle monarchie européenne ose-t-on moins attaquer le souverain et le gouvernement, quelque mauvais qu'ils puissent être ? Peut-on écrire, comme théorie, chez nous, aussi librement en faveur des rois, qu'on le fait, en France ou en Angleterre, en faveur du républicanisme ? Non : celui qui le ferait perdrait tout espoir de fortune politique, dans un pays où il n'y a presque pas d'homme qui n'aspire à la faveur populaire, seul moyen de sortir du néant de la démocratie.

Enfin, on est, soi-disant, libre de penser et d'écrire ce qu'on veut. C'est bon ; mais qui le fait ? Premièrement, la démocratie, comme toutes les formes du despotisme, ne veut pas qu'on la discute ; et secondement, son action sur le caractère et l'esprit les amoindrit, et réprime autant la supériorité intellectuelle que toute autre grandeur qui n'est pas un don commun à la populace. En un mot, c'est l'empire de la médiocrité, en vertu, en talent, en tout.

Mais la liberté, qu'est-elle dans un pays où les institutions mêmes ont banni les honneurs, les distinctions, hormis une seule—les emplois publics ; et où une moitié des citoyens, par un principe absurde de bascule sociale appelé le droit des majorités, prospère, tous les ans, l'autre moitié, pour être proscrite, à son tour, l'année prochaine ? Quelle liberté, et quelle espèce de gouvernement administratif peut-il y avoir là, où une chose comme celle-ci est passée en pratique ?

En Virginie, où je suis né, et où j'ai appris mon peu de français, celui qui oserait se donner le titre de fédéraliste, ou qui parlerait haut contre le droit d'instruction par les *committees*, ou contre les résolutions des quatre-vingt-dix-huit, serait mis au ban populaire. Pas de rémission pour lui ! Il tomberait sous une exclusion politique cent fois plus inexorable que les anciennes lois anti-catholiques de la Grande-Bretagne.

J'ai vu le tems où, dans tout le Nord-Est, et surtout dans New-York et la Pensylvanie, la franc-maçonnerie jouissait, par ses momeries antiques, du privilège d'exciter la consternation de tous ceux qui n'en connaissaient rien, et à bien plus juste titre, de tous ceux qui en savaient quelque chose.

Vous vous rappelez, sans doute, l'affaire de Mlle. Marie Monk, sainte personne qui, de son propre aveu, avait étranglé les fruits de ses longs amours, et commis plus de crimes qu'il n'y en a au Décalogue ? Dans le pays de l'intelligence, de la liberté, et de la tolérance, une créature tarée, comme celle-là, entachée de tout ce qu'il y a de plus infâme, a pu mettre en danger la vie de tous les religieux, faire renverser des églises, brûler des couvents, et allumer, par tout le pays, la flamme du fanatisme, qu'on n'a pas pu éteindre encore.

Allez, s'il vous plaît, en Pensylvanie, éclairer les Allemands sur leur cuisine de *sour-kout*, ou leur croyance astrologique à la lune ! Parlez aux Caroliniens du Sud du tarif, ou aux Géorgiens de leurs systèmes de lotteries de terre et de finance. Faites sentir aux habitants des Etats sans esclaves la mauvaise foi de leur prétendu droit de pétition, en dehors de tout grief, contre le pacte national ! Allez vous expliquer avec les gens du Mississippi sur la morale des coupe-gorges et des répudiateurs ! Dites un petit mot, en passant, à l'Ohio, sur le saucage et le pillage des banques, et fâchez de détourner les Missouriens de la chasse des pauvres Mormons, qui, après tout, ne sont pas pires que les Trembleurs, ni même que les Mahométans !

Partout, je ne vois en vogue que la soumission illimitée de l'intelligence aux caprices de la foule. C'est une politique où, si quelque chose va bien, c'est malgré les passions de la multitude et les calculs des hommes d'état. Et nous voulons avoir la liberté, et donner à un peuple de Troglodytes la république idéale de Platon !

Voilà pour ma préface, l'histoire dans ma prochaine.

E. W. J.

Washington, samedi le 21 janvier 1843.

Monsieur,

On s'est occupé, pendant cette semaine, au Sénat, de la question de l'Oregon, et à l'autre chambre de celle de l'abrogation de la loi des Banqueroutes. La première est encore en discussion ; la seconde a été votée, à une forte majorité. Sa décision finale est, à présent, entre les mains du Sénat, où, sans doute, la tactique législative sera assez forte pour retarder l'adoption du même vote, mais non pour l'empêcher. Le grand objet de ceux qui voudraient conserver la loi sera maintenant d'en prolonger l'existence, s'il est possible, jusqu'aux derniers jours de la session, afin d'en retarder les avantages le plus qu'il leur sera possible.

Comme le rappel de la loi est certain, on peut dire que voilà le renverse-

ment de la dernière des grandes mesures des Whigs. Le projet d'une Banque Nationale, qui était le vœu presque général de ce parti, a avorté à plusieurs reprises ; la loi de distribution du domaine public aux Etats, quoiqu'elle eût été soutenue par toutes les dynasties successives de l'Opinion, a été renversée ; la limitation de la magistrature présidentielle, à un seul terme, a tout-à-fait échoué ; il n'y a que le tarif, que les deux partis avaient également désavoué, qui ait pu s'élaborer. C'est un drôle de jeu que notre politique. On ne sait plus comment les choses réussissent, ni ce qui les fait manquer. Ce que je vous ai dit, dans ma dernière, par rapport aux hommes, il faut que je vous le répète, par rapport aux actes nationaux : les mesures les plus sottes ne rencontrent presque pas d'obstacles, mais les grandes mesures et les grands hommes sont culbutés par tout ce qu'il y a de minime.

Parmi la démocratie, grandeur d'âme ou d'esprit fait peur. Un homme, vraiment robuste de cœur comme de raison, le génie intrépide qui ne veut pas se plier aux lâches complaisances du démagogisme, se fait redouter par sa supériorité même, et haïr pour ses services patriotiques. C'est Gulliver dans l'île des Lilliputiens. De toutes parts, les Pygmées l'entourent et l'enchaînent à terre, pendant qu'il dort. Sa grandeur est un reproche à la petitesse universelle. Il a beau sauver la capitale ou le palais même en flammes : on le récompense par une accusation d'avoir profané les lieux saints. Enfin, il saisit et mène au port toute la marine ennemie, et on le chasse du royaume. Plus ses services sont admirables, moins on veut de lui.

Enfin, il faut se faire petit, si on a eu le malheur d'être né grand. Celui qui porte sa tête plus haute que les autres est saisi aux jambes, par mille petites mains qui bientôt le renversent. Mettez-vous à genoux devant la multitude. Si vous n'êtes pas encore assez bas, prenez une posture encore plus humble, et mettez vous à quatre pattes ; et une position plus sûre pour ne pas choir et plus aisée pour s'avancer. Encore y a-t-il du danger et même de l'indépendance à faire ainsi le quadrupède ; quatre jambes peuvent faillir, comme deux ; de sorte qu'il vaut mieux ramper. Les reptiles de la politique ne peuvent pas tomber. Ils glissent sur tout, avec une flexibilité que rien ne peut arrêter.

Vous avez dû remarquer une bizarrerie de notre régime démocratique, quant à cette loi des banqueroutes. Elle a été portée par une assez grande majorité, tant populaire que législative. Il n'y a pas plus de quatre ou cinq ans qu'elle a été proposée, dans une forme strictement pareille, par les démocrates, qui dernièrement ont mis toute leur bande en émeute, pour la renverser. Notre consciencieux président lui a donné sa signature, sans scrupule, lors de son adoption. Ensuite, il a laissé à entendre qu'il était fâché de l'avoir approuvée. Mais quand, durant l'hiver passé, elle a failli être abrogée par les chambres, il est certain qu'il aurait refusé d'en signer le rappel, croyant se faire, par ce moyen, un parti. A présent, il n'y pense plus. Démocrates, whigs, président, ils ont tous abandonné cette malheureuse loi. Voulez-vous que je vous explique ce phénomène ? C'est bien simple. Tous ceux qui s'en sont prévalus n'en veulent plus. Ils en avaient besoin pour payer leurs dettes ; à présent qu'ils vont avoir des débiteurs à leur tour, ils ne veulent pas qu'on les paye de cette monnaie.

La question de l'Oregon va doucement. Au sénat, elle a eu une discussion lumineuse, qui n'est pas encore finie. Elle roule sur un fait principal, celui de savoir si l'Angleterre a fait, ou non, acte de possession, comme le projet de loi veut que nous le fassions, en donnant le sol en toute propriété à ses sujets. Il n'est pas encore prouvé qu'elle l'ait fait, mais il est constaté qu'elle a si bien manœuvré que nous sommes presque tout à fait chassés d'un territoire sur lequel elle a juste autant de droits que sur la Chine. Si vous voulez comprendre la question, lisez dans le *National Intelligencer* les analyses des deux discours de M. Benton et de M. Choate. Je crois qu'on finira par omettre les dons de terres aux colons ; mais qu'on signifiera aux Anglais que le traité de possession mutuelle cessera, après l'année d'avis préalable qu'il exige. En attendant, on enverra une colonie et on bâtera des forts.

E. W. J.

—Il vient d'être publié par le synode personifié dans sa sainteté M. David Hale, éditeur du *Journal of Commerce*, un curieux manifeste politico-religieux. Ce manifeste, adressé à tous les catholiques romains des Etats-Unis, a pour but de les engager à abjurer leur soumission à la tyrannie de l'église romaine, pour entrer dans le giron du protestantisme. C'est un prosélytisme auquel on ne saurait reconnaître l'esprit d'à-propos, à défaut d'autre, dans un moment où la principale église du calvinisme, dans New-York, est mise en vente par suite des discordes qui divisent ce camp déjà si divisé. M. D. Hale proclame que la version protestante de la Bible respicndit par son unité et sa fidélité. D'où vient donc que les presbytériens, les méthodistes, les quakers, les quabaptistes, et toutes les autres variétés de l'armée luthérienne se combattent un verset de cette bible à la main ? C'est là une singulière unité. " Il n'y a pas apparence, dit M. Hale, que les institutions de ce pays aient été faites par des prêtres catholiques romains. Elles sont l'œuvre de prêtres et laïques protestants." C'est vrai, mais il n'y a pas toujours lieu de leur en faire compliment. Nous renvoyons à cet égard le journaliste américain aux deux lettres de notre correspondant de Washington, son compatriote. " Vous trouvez ici tout ce que vous souhaitez, continue M. D. Hale s'adressant aux émigrants, et dans l'Amérique du Sud tout ce que vous ne souhaitez pas. Vous ne pouvez répondre à cela qu'en disant que l'Amérique du Sud est habitée par des catholiques et l'Amérique du Nord par des protestants. Ce qui a fait tant de mal là peut-il être bon ici, et ce qui a fait tant de bien ici peut-il être mauvais nulle part ?"